



GETTY IMAGES

Le Brexit a-t-il brisé le Royaume-Uni ?

- Richard Palmer
- [23/06/2026](#)

Aujourd'hui, cela fait 10 ans que le Royaume-Uni a voté en faveur du Brexit. David Cameron était alors Premier ministre. Il a occupé cette fonction pendant six ans. Depuis lors, personne n'a tenu plus de trois ans. La Grande-Bretagne se dirige vers [son septième dirigeant](#) en une décennie. Le pays est devenu un cas désespéré.

- Le Brexit a-t-il été le moment où tout a mal tourné ?

« Reprendre le contrôle » était le slogan de la campagne pour quitter l'UE. La Grande-Bretagne l'a fait le 23 juin 2016. Mais il n'y avait pas de vision claire de ce qu'il fallait faire de ce contrôle.

- Avant le Brexit, les dirigeants médiocres de la Grande-Bretagne pouvaient gérer son déclin, l'Union européenne étant souvent aux commandes. Après le Brexit, ils étaient soudainement responsables de tout.

Le Brexit a également dressé les politiciens contre le peuple. Les trois quarts des députés qui ont exprimé une opinion étaient contre le Brexit. Les experts et technocrates non élus qui dirigent le pays étaient massivement en faveur de l'UE. Le vote sur le Brexit n'a pas soudainement écarté ces hommes du pouvoir.

- Le vote a forcé les dirigeants, qui se débattaient avec acharnement, à emprunter une voie qu'ils ne voulaient pas suivre. Bien sûr, cela n'a pas fonctionné.

Le vote sur le Brexit a mis en évidence la crise de leadership du Royaume-Uni — il n'en est pas la cause. Aujourd'hui, le problème semble si grave que personne ne veut vraiment le résoudre.

- Andy Burnham, qui sera probablement le prochain Premier ministre britannique, ne veut pas prendre ses fonctions avant septembre. Keir Starmer, cependant, ne veut pas attendre et le forcera à prendre ses fonctions en juillet.
- « Tu as un habit, sois notre chef ! Prends ces ruines sous ta main ! » C'est l'attitude provoquée par une crise de leadership décrite dans Ésaïe 3. Telle est la réalité au Royaume-Uni aujourd'hui.

Le Royaume-Uni a besoin d'un changement radical, mais la nation est profondément divisée sur la nature de ce changement, et il n'y a pas d'hommes d'État pour le mettre en œuvre. « Le type de réforme radicale qui a transformé le Royaume-Uni sous Margaret Thatcher et Tony Blair est désormais impossible », a averti le commentateur chevronné Andrew Neil.

- Soixante-dix pour cent du budget national est consacré à quatre postes : les allocations, les soins de santé, l'armée et les intérêts sur la dette (qui représentent désormais 8 pour cent des dépenses publiques). Les prestations et les pensions sont politiquement intouchables. La Grande-Bretagne adore son Service national de santé ; le réduire serait un suicide politique. Et personne ne veut réduire encore plus les effectifs de l'armée.
- Depuis dix ans, les gouvernements tentent de bricoler les 30 pour cent restants, mais n'ont rien obtenu.

« Vous ne pouvez pas transformer une nation en déclin en vous concentrant sur le marginal et l'insignifiant », a écrit Neil. « On ne sait pas ce qui changera cette situation. » C'est un triste aveu de désespoir.

Dieu condamne les dirigeants britanniques. Osée 5 commence par déclarer que les dirigeants – « les prêtres » et « la maison du roi » – sont un piège et un filet pour la nation.

« Dieu identifie le coupable », écrit le rédacteur en chef de la Trompette, Gerald Flurry, dans son livret Hosea—Reaping the Whirlwind (disponible uniquement en anglais). « Qui a égaré la nation britannique ? Ce sont les ministres, les dirigeants et même la famille royale. Les dirigeants de la nation ont été un piège pour le peuple. »

Le Royaume-Uni a été pris au piège par l'UE. Il est toujours pris au piège de la dette et des migrations de masse.

« Ce qui cause ta ruine, Israël, c'est que tu as été contre moi », dit Dieu (Osée 13 : 9), mais il conclut en soulignant : « contre celui qui pouvait te secourir ». C'est la seule façon de sortir de la crise de leadership que le Royaume-Uni s'est lui-même infligée.

Nouvelles sur la guerre en Iran

- Les dérogations aux sanctions américaines permettent désormais à l'Iran de vendre du pétrole en dollars américains, a annoncé hier le département du Trésor des États-Unis. C'est la première fois qu'ils autorisent cela depuis la période 2016-2018, dans le cadre du Plan d'action global conjoint de Barack Obama.
- L'assouplissement des sanctions intervient quelques heures après que le vice-président J.D. Vance a affirmé que l'Iran avait accepté de permettre aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique de surveiller son programme nucléaire. Les médias d'État iraniens ont contesté cette affirmation, affirmant que l'Iran n'avait pris aucun nouvel engagement de ce type.

L'UE remettra-t-elle les Afghans aux talibans ? Cinq responsables talibans se rendront à Bruxelles pour discuter de l'expulsion de citoyens afghans de l'Union européenne, a rapporté hier le New York Times. L'UE cherche des moyens de résoudre sa crise des migrants, une recherche qui la mènera finalement à trouver un gouvernement plus [autoritaire](#).